



## **Accord cadre national pour le développement des emplois d'insertion sociale et professionnelle dans le secteur sportif associatif**

**La présente convention est conclue entre :**

L'Etat, représenté par  
Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Secrétaire d'Etat chargé de l'emploi,  
Madame Rama YADE, Secrétaire d'Etat chargée des sports,

Et

Le Comité National Olympique et Sportif (CNOSF), représenté par son Président,  
Monsieur Denis MASSEGLIA,

Et

Le Conseil National des Employeurs Associatifs (CNEA), représenté par son  
Président, Monsieur Alain FAVIER,  
Le Conseil Social du Mouvement Sportif (CoSMoS), représenté par son Président,  
Monsieur Jean DI MEO,

### **Préambule**

Le développement de l'emploi et la lutte contre le chômage constituent pour le  
Gouvernement des priorités nationales.

Le secteur associatif sportif représente un potentiel de développement en activités  
et emplois nouveaux. Les associations sportives participent à une plus grande  
cohésion sociale et à l'éducation des plus jeunes. Elles mettent en œuvre des  
projets visant à rendre la pratique sportive accessible au plus grand nombre. De  
nombreuses associations sportives interviennent également auprès des personnes  
âgées ou handicapées et proposent une véritable aide à la personne. L'ensemble  
du secteur contribue ainsi à assurer une plus grande égalité des chances.

En 2001, Le Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement, par l'intermédiaire de sa Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) et la Caisse des Dépôts ont créé, sur l'ensemble du territoire national, un réseau d'accompagnement de proximité des projets associatifs créateurs d'activités d'utilité sociale et d'emplois, les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA). En complément des compétences généralistes des DLA, des services nationaux d'expertise sectorielle sont venus renforcer le dispositif en vue d'offrir un appui répondant aux spécificités de chaque secteur associatif : les CNAR (Centres Nationaux d'Appuis et de Ressources). C'est au regard de son implication en matière de professionnalisation que le CNOSF s'est vu confié en 2004 la mise en place du CNAR Sport afin de contribuer à la mobilisation l'ensemble des partenaires dans l'objectif d'aboutir à la consolidation, la pérennisation et le développement des activités et des emplois sportifs.

L'évolution du contexte économique et ses effets sur le marché du travail a conduit le gouvernement de manière très volontariste à décider pour 2009 d'une augmentation de l'enveloppe de contrats aidés dans le secteur non marchand et d'une fixation à un niveau élevé du taux de prise en charge par l'Etat. Cet engagement est poursuivi en 2010 dans le cadre du plan de mobilisation pour l'emploi.

**Le décret n°2009-1442 du 25 novembre 2009** relatif au Contrat Unique d'Insertion fixe les modalités de sa mise en œuvre. Le contrat unique d'insertion se décline en 2 versions le CUI CIE pour le secteur marchand et le CUI CAE pour le secteur non marchand.

Les dispositifs CI-RMA et CAv sont supprimés au 01 janvier 2010.

**La circulaire de la DGEFP n° 2009-43 du 02 décembre 2009** relative à la programmation des contrats aidés précise les modalités de sa mise en œuvre et les actions à conduire par le service public de l'emploi notamment auprès des publics rencontrant le plus difficulté pour accéder au marché du travail.

Cette circulaire est complétée des arrêtés régionaux fixant les taux de prise en charge des publics éligibles.

**L'instruction n° 08-162 JS du 29 décembre 2008** fixe les orientations dans les secteurs de la jeunesse, des sports et la vie associative, hormis les secteurs social, sanitaire, médico-social, culturel et environnemental.

## **Les CUI-CAE (contrats d'accompagnement dans l'emploi)**

Le CAE est destiné à favoriser le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès au marché du travail, avec un contrat de travail et une aide à l'insertion adaptée.

Le contrat peut prendre la forme d'un CDD ou d'un CDI, pour une durée de 6 mois minimum, renouvelable jusqu'à 24 mois pour les CDD. Cette durée maximale de 24 mois s'applique également pour la prise en charge par l'Etat en cas de CDI.

L'employeur reçoit une aide versée par l'Etat. La circulaire de la DGEFP n° 2009-43 du 02 décembre 2009 relative à la programmation des contrats aidés maintient le taux de prise en charge par l'Etat des CAE à 90%. Ce taux ne fait pas obstacle au maintien ou à la signature d'arrêtés prévoyant des taux plus favorables pour des publics prioritaires dans la limite de 95% du smic horaire brut.

Dans le cadre du plan de mobilisation pour l'emploi, les marges de manœuvre sont importantes puisque les taux de prise en charge par l'Etat (entre 90 % et 95%) et les durées des contrats peuvent varier en fonction de l'intensité de l'accompagnement prévu par l'employeur durant le contrat et des perspectives de maintien dans l'emploi à l'issue du contrat. Un taux majoré ou une durée plus longue des contrats pourront être négociés avec les employeurs au moment de la prescription des contrats.

Des conventions d'objectifs et de moyens au niveau régional devront être négociées entre les DRTEFP/DIRECCTE et les têtes de réseaux associatifs, qui permettront de définir les types d'emplois devant être considérés comme prioritaires ainsi que les éléments de pilotage et de suivi qualitatifs relatifs à l'accompagnement et la formation des salariés.

Les signataires s'associent selon les modalités décrites ci-après à la promotion de ces contrats, dans le cadre de la présente convention.

## **I. Objectif**

### **Article 1 :**

Les signataires se fixent l'objectif de favoriser la conclusion de contrats aidés au terme du présent accord sur une période de trois ans à compter de la date de conclusion de la convention.

## **II Conditions de recrutement**

### **Article 2 :**

En concertation avec les organismes prescripteurs du contrat, dans le respect des politiques des territoires et des conditions particulières fixées pour chacun d'entre eux, ces contrats seront principalement proposés aux personnes durablement éloignées de l'emploi manifestant la volonté, notamment au cours des entretiens organisés par les agences du Pôle emploi, d'une activité professionnelle ou personnelle dans le champ du sport.

Les signataires rappellent que, pour assurer la sécurité et la protection des pratiquants sportifs, l'encadrement des activités physiques ou sportives fait l'objet d'une exigence de diplôme, titre à finalité professionnelle ou certificat de qualification. Il importera donc, pour les seuls emplois nécessitant cet encadrement, de favoriser le recrutement de personnes titulaires des diplômes requis ou inscrits dans une formation préparant à l'obtention de l'un de ces diplômes, titres à finalité professionnelle ou certificats de qualification.

### **Article 3 :**

Le concours des agences de Pôle emploi sera privilégié pour procéder à l'orientation et au recrutement des bénéficiaires.

AF

CH

### **III Engagement des signataires**

#### **Article 4 : Accompagnement des publics éligibles**

Les parties conviennent que les contrats aidés visés ne pourront offrir des perspectives d'accès à un emploi de droit commun à leurs bénéficiaires que si des dispositions spécifiques sont prises notamment pour la définition des postes occupés, ainsi que pour l'accompagnement et le suivi des bénéficiaires.

Une attention particulière sera portée par les services déconcentrés de l'Etat chargés des sports à :

- l'offre par les associations d'emplois permettant la conclusion immédiate du contrat aidé sans que la mise en formation apparaisse comme une condition préalable
- la cohérence entre la durée du contrat et celle de la formation, lorsque le contrat comporte une formation, notamment quand celle-ci est de nature qualifiante ou diplômante, tout particulièrement pour les personnes engagées dans le Parcours Animation Sport. A noter que le CAE peut être prolongé jusqu'à 60 mois pour achever une action de formation qualifiante

Le CNEA et le CoSMoS participent à la mobilisation de la branche professionnelle du sport quant à la formation professionnelle des bénéficiaires de contrats aidés, et notamment en ce qui concerne la possibilité de réaliser des périodes de professionnalisation.

#### **Article 5 : Accompagnement des employeurs**

Sur ce dispositif, l'ensemble des acteurs du Service Public de l'Emploi (SPE), avec les services déconcentrés de l'Etat chargés des sports, devra favoriser une approche globale et cohérente des actions avec les orientations retenues par les collectivités locales.

Les services déconcentrés de l'Etat chargés des sports organiseront, en très étroite relation avec les services déconcentrés chargés de l'emploi et de la formation professionnelle, et les agences du Pole Emploi en partenariat avec l'ensemble des collectivités territoriales concernées, des actions d'information des employeurs associatifs. Le cas échéant, ils les inviteront à se rapprocher d'un dispositif local d'accompagnement (DLA) qui aura pu être mobilisé par la DDTEFP. De même ils

informeront les établissements publics nationaux relevant du Ministère de la santé et des sports.

Les relais traditionnels de ces associations (DDVA, CRIB, le réseau de référents territoriaux du CNOSF, associations « profession sport », MAIA notamment) ainsi que les représentants territoriaux du CNEA et du CoSMoS seront associés à ces actions.

Les DLA pourront solliciter le Centre national d'appui et de ressources (CNAR) « sport » soutenu par le ministère chargé de l'emploi et la Caisse des Dépôts en appui aux employeurs associatifs sportifs de contrats aidés. A cet effet, le CNAR sport pourra se rapprocher des syndicats d'employeurs représentatifs de la branche sport (CNEA, CoSMoS).

Les syndicats d'employeurs représentatifs de la branche professionnelle du sport et signataires de la convention collective nationale du sport (CNEA et CoSMoS) s'engagent à informer leurs adhérents sur les dispositifs des contrats aidés par la publication d'informations régulières. Ils accompagnent les employeurs par des conseils personnalisés à la situation de leur entreprise sur les obligations légales et conventionnelles en matière d'emploi et de formation professionnelle. Le CNEA et le CoSMoS répondent aux sollicitations des services déconcentrés du Ministère de la santé et des sports par un appui ou un conseil aux employeurs.

#### **IV Pilotage, mobilisation et évaluation**

##### **Article 6 : Mobilisation**

En lien avec les actions d'accompagnement des employeurs, le CNOSF et de ses représentations territoriales (les CROS et les CDOS) se mobilisent en appui des fédérations sportives nationales pour l'exécution du présent accord qui pourra faire l'objet de déclinaisons pour chacune d'entre-elles.

Au niveau régional, les CROS se mobilisent, en partenariat avec les services déconcentrés chargés de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi qu'avec les services déconcentrés chargés des sports, tout particulièrement sur le plan régional d'action proposé par ces derniers dans le cadre de l'instruction n° 08-162 JS du 29 décembre 2008.

## **Article 7 : Comité de pilotage et d'évaluation**

Un comité de pilotage du présent accord cadre est constitué. Il associe les signataires et toute personne qualifiée désignée d'un commun accord. Il se réunit deux fois par an, intégrant une évaluation annuelle

Le présent accord cadre est conclu pour une durée de trois ans.

Fait à Chatenay Malabry, en cinq exemplaires originaux,  
le 21 janvier 2011

Le Secrétaire d'Etat chargé de l'emploi  
Laurent WAUQUIEZ



Le Secrétaire d'Etat chargée des sports  
Rama YADE,



Le Président du comité national olympique et sportif (CNOSF)  
Denis MASSEGLIA



Le Président du conseil national des employeurs associatifs (CNEA)  
Alain FAVIER



Le Président du conseil social du mouvement sportif (CoSMoS)  
Jean DI MEO

